

Accompagnement, *politiques publiques*

Ce chapitre traite des actions de recherche concernant les agricultures familiales à partir de deux principaux axes : l'accompagnement des agriculteurs en matière d'innovations ou de gestion des ressources et les interactions entre les politiques publiques et les dynamiques des acteurs locaux ou territoriaux.

Huit unités de recherche du pôle Agropolis International sont impliquées dans ces actions, parmi lesquelles quatre consacrent une partie importante de leurs travaux à la mise au point de ces outils et méthodes d'accompagnement des agriculteurs familiaux et de leurs organisations en matière de gestion des innovations, des ressources ou des territoires.

Un premier groupe d'études de cas présentées dans ce chapitre concerne des interventions participatives (ou de recherche-action) qui associent les agriculteurs et les acteurs locaux aux processus de recherche sur des sujets assez divers (acceptabilité des vaccinations du bétail, évolution et gestion des exploitations, accès aux marchés, installation en agriculture et soutien à la pluriactivité, etc.). Les démarches de recherche-action en partenariat ou d'accompagnement (au moyen d'outils de cartographie, de simulation ou de modélisation par exemple) produisent bien sûr des connaissances scientifiques destinées aux communautés académiques, mais également des connaissances directement mobilisables et utilisables par les agriculteurs ou les autres acteurs associés aux travaux. L'objectif est alors de renforcer leurs capacités de décision ou de gestion (des marchés, de la mondialisation des filières, du changement climatique, des stratégies de développement local). Dans le cas spécifique de la recherche-action en partenariat, l'intervention vise également des objectifs de changement social ou organisationnel, à côté des travaux sur les changements techniques. De même l'expérimentation des innovations techniques, voire de leur conception, est réalisée au plus près des conditions réelles et avec la participation des agriculteurs et/ou des techniciens locaux.

Une deuxième série d'études de cas offre des exemples de différents positionnements des recherches en matière de politiques publiques concernant les agricultures familiales. Traditionnellement, la recherche agronomique et/ou pour le développement a été mobilisée par les décideurs pour fournir des innovations techniques ou économiques contribuant au renouvellement des contenus des politiques publiques et, plus récemment, pour participer directement aux espaces de débat et de formulation de politiques publiques. Un second champ de recherche concerne l'évaluation des impacts — en particulier économiques — des politiques sur les publics cibles (par exemple l'évaluation économique et sociale des programmes de santé animale). Une troisième approche concerne l'analyse des processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques. C'est, par exemple, le cas quand ces programmes prévoient une participation des populations aux choix et modalités des actions et des projets en matière d'aménagement et de développement des territoires ou de gestion des ressources forestières. Finalement, une autre approche des interactions entre acteurs publics et privés consiste à entrer par l'analyse des normes. En effet la production, l'application et les processus de certification des normes (sanitaires, commerciales et de qualité) ont aujourd'hui des impacts de plus en plus marqués sur la production et la commercialisation des fruits et légumes, des produits animaux, du bois, mais également de diverses productions tropicales, objets d'enjeu en matière de développement durable (huile de palme, semences OGM, etc.).

Qu'il s'agisse d'accompagnement des acteurs ou de politiques publiques, l'heure est à la « participation », dans un large spectre d'acceptions, et à la contribution d'acteurs très diversifiés (publics et privés, agricoles et non agricoles, locaux ou non) à la définition des problèmes et des futurs des agricultures familiales. Dans ce nouveau contexte de pensée et d'action, les exemples de ce chapitre montrent que la recherche a su développer des postures, des méthodes et des outils pour renouveler sa place et ses contributions.

**Éric Sabourin (UMR ART-Dev)
 & Pierre Gasselin (UMR Innovation)**



▲ Les coopératives d'activité et d'emploi (ici « Terracoopa », aux portes de Montpellier) : une alternative aux difficultés d'accès au foncier et de financement de l'installation en agriculture.

© P. Gasselien

Accompagnement des acteurs dans leur démarche d'innovation

Du fait d'une évolution rapide de leur environnement, entre mondialisation et émergence de nouvelles formes de gouvernance locale, les sociétés rurales sont aujourd'hui caractérisées par des mutations fortes. Les acteurs des territoires innovent pour saisir les opportunités de développement, gérer une raréfaction des ressources, faire face aux crises.

Ce contexte constitue un nouveau cadre d'intervention pour la recherche sur les dynamiques territoriales et les mutations des systèmes de production agricole et agroalimentaire.

L'UMR « *Innovation et Développement dans l'Agriculture et l'Agroalimentaire* » (UMR Innovation, Cirad/Inra/Montpellier SupAgro) développe des travaux de recherche pluridisciplinaires en France et à l'international sur les innovations, considérées comme des processus individuels ou collectifs, de nature technique, organisationnelle ou institutionnelle. Elle s'intéresse à l'ensemble du processus d'innovation, incluant les motivations et objectifs des acteurs (agriculteurs, organisations, entreprises, administrations, élus, recherche, etc.), les manières concrètes par lesquelles les acteurs mettent en œuvre le changement, les méthodes pour accompagner l'innovation et les effets de développement induits par ces innovations. L'UMR travaille dans une démarche croisée entre agronomie et sciences sociales sur « l'innovation située », impliquant des acteurs dans leurs pratiques dans des contextes variés de développement agricole et sur différents objets (techniques agricoles, agricultures alternatives, systèmes agroalimentaires localisés, etc.). L'UMR mène des recherches

visant prioritairement à favoriser le développement de l'agriculture familiale, qui constitue un modèle de production durable grâce à ses capacités d'innovation et d'adaptation. Les chercheurs combinent des approches compréhensives, de diagnostic, de modélisation et de conception d'outils d'accompagnement des acteurs dans l'innovation. Ils privilégient des postures de recherche-action en partenariat qui visent à associer les acteurs à la recherche et à accompagner les processus d'innovation.

L'UMR est organisée en trois équipes :

- À l'échelle des exploitations agricoles, l'équipe « Systèmes de production agricole et changements techniques et organisationnels » s'intéresse aux dynamiques de changement impliquant agriculteurs et ménages ruraux.
- À l'échelle des systèmes agroalimentaires, l'équipe « Construction sociale des marchés, qualités et développement territorial » s'intéresse aux dynamiques des produits et des marchés agroalimentaires.
- À l'échelle des territoires de projet, l'équipe « Innovations territoriales » s'intéresse aux dynamiques et à la gouvernance territoriale des relations « villes-agricultures ». ●●●

Les équipes principales

UMR Innovation
Innovation et Développement dans l'Agriculture et l'Agroalimentaire
 (Cirad/Inra/Montpellier SupAgro)
 50 scientifiques

UMR TETIS
Territoires, environnement, télédétection et information spatiale
 (AgroParisTech/Cirad/Irstea)
 73 scientifiques

UPR AGRIS
Animal et Gestion Intégrée des Risques
 (Cirad)
 27 scientifiques

UPR B&SEF
Biens et services des écosystèmes forestiers tropicaux : l'enjeu du changement global
 (Cirad)
 45 scientifiques

Une démarche d'accompagnement des exploitations familiales de polyculture-élevage dans leurs dynamiques d'évolution

Les exploitations familiales associent fréquemment polyculture et élevage pour sécuriser leurs revenus et s'autonomiser. Ces systèmes de production complexes nécessitent des outils spécifiques pour accompagner leurs dynamiques de changement. À cet effet, plusieurs chercheurs de l'UMR Innovation ont conçu et expérimenté avec des partenaires locaux une démarche de conseil individuel dans des contextes variés : exploitations à dominante laitière au Brésil, au Maroc et au Pérou ; exploitations diversifiées avec élevage allaitant dans le sud-ouest de la France ; exploitations diversifiées avec ateliers d'élevage d'importance variable au Burkina Faso et à Madagascar.



© P.-Y. Le Gal

Cette démarche s'appuie sur un outil de simulation développé sur tableur (CLIFS, *Crop Livestock Farm Simulator*) pouvant être utilisé avec d'autres outils (par exemple Olympe à Madagascar). CLIFS intègre les composantes végétales et animales de l'exploitation et leurs interactions tout en gardant une structure générale, des procédures de calcul et des variables de sortie intelligibles pour le producteur. Des scénarios d'évolution de leur exploitation sont conçus avec les producteurs et évalués à partir de plusieurs bilans offre-demande en ressources (produits vivriers, fourrages, fumure organique) et des résultats économiques afférents.

La démarche d'accompagnement est structurée en trois étapes fondées sur la conception et la simulation d'un scénario initial représentant la situation actuelle de l'exploitation, d'un scénario « projet » calé sur les intentions futures du producteur, et de scénarios alternatifs ouvrant la gamme des possibles. Les questions traitées concernent le choix et le redimensionnement d'ateliers d'élevage visant une augmentation de la production laitière, le choix d'un système fourrager dans une perspective d'autonomisation, l'introduction d'innovations telles que des cultures en dérobé ou l'utilisation partielle de la biomasse de plantes de couverture, l'analyse de la sensibilité de l'exploitation aux chocs climatiques et économiques. Appréciée des producteurs pour son adéquation avec leurs situations et leurs questionnements, cette démarche doit maintenant être transférée à des structures de conseil pour en évaluer la pertinence dans un environnement professionnel.

Contact : Pierre-Yves Le Gal, pierre-yves.le_gal@cirad.fr

▲ Session de travail avec un producteur du Lac Alaotra à Madagascar.

Accompagner les agriculteurs pluriactifs dans les territoires du Languedoc-Roussillon

Les caractéristiques géographiques et économiques et, dans une certaine mesure, historiques et culturelles du Languedoc-Roussillon prédisposent aux situations de pluriactivité, qu'il s'agisse des activités touristiques saisonnières du littoral et de l'arrière-pays, de la crise viticole, des contextes historiquement pluriactifs des moyennes montagnes méditerranéennes ou des espaces périurbains en forte croissance. Mais, aujourd'hui, la pluriactivité est autant une modalité de création et de développement d'activités que l'expression d'une précarité dans l'emploi et le travail. Elle reste une forme sociale et technique largement présente mais souvent mal comprise.

En associant dix chercheurs (UMR Innovation, TETIS et Métafort) et six structures du développement régional, le projet Intersama (Insertion territoriale des systèmes d'activités des ménages agricoles) visait à analyser le fonctionnement et la dynamique des systèmes d'activités des ménages agricoles du Languedoc-Roussillon ainsi qu'à étudier leur insertion territoriale et les dispositifs d'accompagnement qui leur sont dédiés. Cette recherche en partenariat s'est inscrite dans l'action et la formation où chercheurs et acteurs sont co-auteurs du processus et des produits. Tous ont participé à

la définition des questions, à l'élaboration des réponses et à l'évaluation du processus, avec un triple objectif de production de connaissances, d'accompagnement des transformations sociales et de renforcement des compétences individuelles et collectives.

Le collectif Intersama a contribué à divers cadres théoriques, notamment sur le concept de système d'activités, sur la relation d'accompagnement et sur l'analyse des conditions et de l'organisation du travail. En effet, les projets pluriactifs posent à l'accompagnement des questions de fond, par leur précarité ou par leur inadaptation au modèle classique de l'entreprise et au régime fordiste du travail. Outre des productions scientifiques, Intersama a conçu et expérimenté trois outils complémentaires d'accompagnement à la création d'activités en milieu rural (accessibles sur le site internet), tout en contribuant au débat et à la formulation d'une politique régionale de soutien à la pluriactivité en milieu rural.

Contact : Pierre Gasselin, pierre.gasselin@supagro.inra.fr

Pour plus d'informations : www.intersama.fr

* UMR « Mutations des activités, des espaces et des formes d'organisation dans les territoires ruraux » (AgroParisTech/Inra/Irstea/VetAgroSup)

Les agriculteurs familiaux, des acteurs majeurs de la gestion des forêts tropicales

Le projet scientifique de l'UPR « *Biens et services des écosystèmes forestiers tropicaux : l'enjeu du changement global* » (UPR B&SEF, Cirad) vise à étudier l'écologie des forêts tropicales, mais aussi à définir, mettre en œuvre et évaluer les politiques, instruments, règles ou pratiques liés à ces écosystèmes. L'objectif global est de faciliter l'adaptation des systèmes écologiques et sociaux aux contraintes et opportunités résultant des changements globaux ainsi que de renforcer la durabilité des services fournis par les écosystèmes forestiers tropicaux au profit des sociétés, aux échelles locale et globale.

Autres équipes concernées par ce thème

UMR ART-Dev
Acteurs, ressources et territoires dans le développement
(CNRS/UM3/Cirad/UPVD/UM1)
70 scientifiques

UMR G-EAU
Gestion de l'eau, acteurs et usages
(AgroParisTech/CIHEAM-IAMM/Cirad/IRD/Irstea/Montpellier SupAgro)
70 scientifiques

UMR Moisa
Marchés, Organisations, Institutions et Stratégies d'Acteurs
(Cirad/Inra/Montpellier SupAgro/CIHEAM-IAMM)
Une soixantaine de scientifiques

UPR AïDA
Agroécologie et Intensification Durable des cultures Annuelles
(Cirad)
56 scientifiques

UPR Green
Gestion des ressources renouvelables et environnement
(Cirad)
20 scientifiques

UPR HortSys
Fonctionnement agroécologique et performances des systèmes de culture horticoles
(Cirad)
28 scientifiques

L'équipe travaille sur trois objets d'étude :

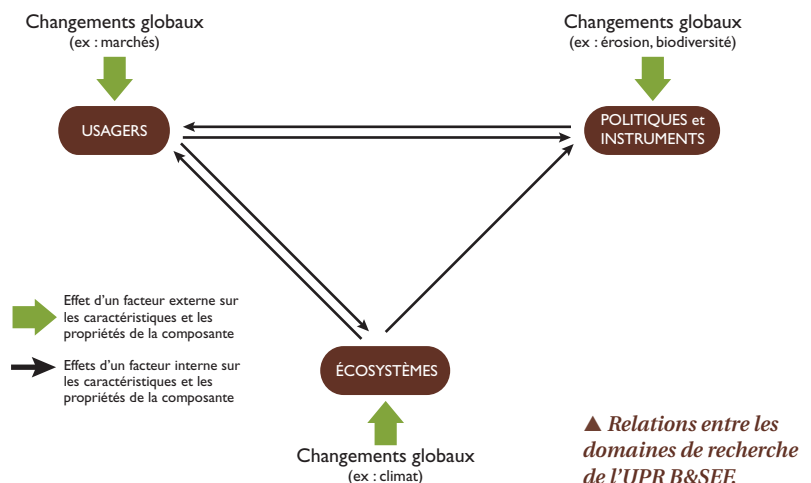
- 1 Les forêts tropicales : elles sont un enjeu de développement en raison de leur potentiel à produire des biens et des services essentiels à nos sociétés. Elles constituent le plus riche réservoir de biodiversité terrestre et de carbone. Elles sont au cœur des grands changements globaux.
- 2 Les sociétés qui y vivent ou en dépendent : l'unité étudie les règles, pratiques, usages, savoirs et représentations liés aux forêts, tout comme les dynamiques entre coopération et compétition, et celles de construction de capital social.
- 3 Les politiques publiques : les politiques ou instruments qui s'appliquent aux forêts peuvent être externes au système écologique et social étudié (conventions internationales, fiscalité nationale, plans nationaux d'adaptation au changement climatique, marchés et mécanismes financiers associés, etc.) ou internes (marchés locaux, règles de gestion locale, pratiques, organisations et institutions locales, etc.).

L'UPR s'intéresse aux systèmes écologiques et sociaux dont la forêt et les ressources forestières sont des éléments majeurs.

Ce choix reconnaît l'importance des interrelations entre dynamiques écologiques, comportements des acteurs et décisions politiques et collectives à différentes échelles géographiques. Elle travaille sur ces objets et leurs composantes pour répondre à une série de questions de société et de recherche.

L'unité a décidé de structurer à la fois ses questions de recherche, mais aussi l'ensemble de son personnel, en trois grands domaines (cf. ci-dessous), chacun ayant ses propres hypothèses de recherche. Elle a également fait émerger deux grandes questions transversales sur lesquelles travaille l'ensemble du collectif.

L'unité étudie les interactions entre les forêts et les populations qui y vivent ou en dépendent. Les agriculteurs familiaux vivant aux abords ou dans les forêts tropicales sèches ou humides sont des acteurs majeurs de la gestion de ces forêts. Ils les exploitent, les conservent, les transforment ou les détruisent. L'unité analyse l'impact de l'agriculture familiale sur les biens et services générés par les écosystèmes forestiers, et propose des outils participatifs pour promouvoir une gestion durable des ressources forestières. ●●●





▲ Discussion en vue de l'élaboration d'un plan simple de gestion dans un village du Bas-Congo, République démocratique du Congo.

Politiques publiques et aménagement durable du territoire

Certaines activités de recherche de l'UPR B&SEF du Cirad visent à accompagner des politiques publiques afin d'intégrer les activités agricoles familiales dans l'aménagement durable du territoire et la gestion durable des ressources naturelles. C'est le cas, par exemple, pour le palmier à huile au Cameroun et pour la gestion des terroirs villageois en Indonésie et en République démocratique du Congo.

Le Cirad, en partenariat avec l'Organisation mondiale de protection de l'environnement (WWF – *Central Africa Regional Programme Office*), l'IRD et le Centre pour la Recherche forestière internationale (CIFOR), appuie ainsi le ministère de l'Agriculture du Cameroun dans la définition d'une stratégie de développement durable du palmier à huile au niveau national, favorisant la production familiale et artisanale d'huile de palme et préservant les couverts forestiers et les écosystèmes à haute valeur de conservation.

Au niveau local, en Indonésie, les communautés villageoises participent aux décisions prises sur l'aménagement de leur territoire au travers des plans d'aménagement pour intégrer les

activités d'agriculture familiale et les activités forestières dans une mosaïque paysagère. Pour ce faire, un outil de cartographie participative est utilisé qui reprend l'échelle des plans d'aménagement du territoire, au niveau sub-national (districts, 1:50 000). Les communautés villageoises produisent un jeu de cartes montrant l'usage actuel de leur territoire, ainsi que leurs attentes pour le futur. Ces cartes sont ensuite discutées avec les décideurs (gouvernement local).

En République démocratique du Congo, des plans simples de gestion du territoire sont définis de manière participative avec les villageois. Ces plans devraient permettre de limiter la déforestation induite par la demande croissante en bois énergie des grands centres urbains, en organisant la production durable du bois et des produits vivriers dans le territoire villageois. Les communautés villageoises situées dans la périphérie des grandes villes vivent aujourd'hui dans un environnement à ce point dégradé que les écosystèmes forestiers et les biens et services associés ont presque disparu.

Contact : **Laurène Feintrenie**, laurene.feintrenie@cirad.fr

Efficacité et acceptabilité du contrôle des maladies animales par les éleveurs familiaux : la grippe aviaire au Vietnam et en Égypte

Phan Dang Thang © Cirad



▲ Vaccination d'un élevage de canard, Province de Long An, Vietnam.

L'influenza aviaire hautement pathogène de type H5N1 est endémique dans plusieurs pays (Chine, Bangladesh, Indonésie, Égypte, Vietnam), avec des conséquences socioéconomiques importantes. Les gouvernements vietnamien et égyptien ont mis en place une vaccination de masse obligatoire contre cette maladie par le biais de campagnes bisannuelles de vaccination des volailles villageoises issues de l'élevage familial (de 2005 à 2010 au Vietnam, de 2007 à 2009 en Égypte). La vaccination des volailles commerciales (en partie issues de l'élevage familial) est sous la responsabilité du secteur privé avec une efficacité contrastée selon les pays et types de production.

Les études menées par l'UPR AGIRs ont mis en évidence l'importance de facteurs sociaux, culturels et économiques, pour l'acceptation des mesures

de contrôle par la communauté. En Égypte, les élevages familiaux (villageois ou commerciaux) ne pratiquent pas la vaccination en raison, entre autres, d'une confiance limitée dans les pratiques du gouvernement, d'un manque d'information, etc. Au Vietnam, cette vaccination semble mieux acceptée, mais avec des variations géographiques importantes dues à une administration décentralisée, à des problèmes d'accessibilité et à une gestion locale du risque par les petits éleveurs, réduisant le bénéfice économique qu'ils peuvent retirer de la vaccination.

L'évaluation économique des programmes de santé est un argument majeur dans la définition des stratégies de contrôle à l'échelle nationale. Or les priorités économiques des éleveurs familiaux diffèrent de celles au niveau national. De plus, l'efficacité de ces programmes repose sur l'acceptabilité par les éleveurs de mettre en œuvre les mesures et de rapporter les cas. Les méthodes d'évaluation actuelles ne prennent pas en compte ces aspects et reposent sur des données nationales de surveillance dont la qualité et la fiabilité sont souvent discutables. Les méthodes d'évaluation des programmes de contrôle doivent faire appel à des approches participatives et interdisciplinaires pour appréhender ces contraintes dans leur globalité et impliquer les éleveurs familiaux dans les processus de décision. En Égypte, la vaccination de masse des volailles villageoises a été arrêtée suite à ces études d'efficacité menées auprès des éleveurs familiaux.

Contact : Marisa Peyre, marisa.peyre@cirad.fr

Risques sanitaires liés à l'animal domestique et sauvage dans les pays du Sud

L'UPR « *Animal et Gestion Intégrée des Risques* » (UPR AGIRs, Cirad) s'est donné pour objectif de comprendre, prédire et gérer les risques sanitaires liés à l'animal domestique et sauvage au Sud, et ce dans un contexte mondial en mutation (simplification des milieux et perte de biodiversité, urbanisation, déforestation, mondialisation des échanges, réchauffement climatique). Pour ce faire, un large corpus de méthodes — épidémiologie descriptive, écologie, géomatique, biostatistiques, géographie de la santé, anthropologie, épidémiologie quantitative, modélisation de systèmes complexes — est mobilisé, et ce dans le cadre de deux approches complémentaires conjointement mises en œuvre au sein de programmes et de projets

sur les divers terrains d'étude que sont l'Asie du Sud-Est, l'Afrique australe, Madagascar et le pourtour méditerranéen :

- ① La première approche vise à identifier les déterminants des comportements et de l'évolution dans le temps et l'espace de maladies animales — zoonotiques ou non — importantes en termes d'impacts sanitaires et économiques. Ces maladies sont émergentes ou endémiques, vectorielles ou à transmission directe (influenza aviaire, fièvre aphteuse, tuberculose, peste porcine africaine, fièvre de la Vallée du Rift, etc.). Par la mortalité, la morbidité ou la baisse de production de lait ou de viande qu'elles engendrent, elles pèsent lourdement sur l'économie et les capacités de subsistance des petits élevages familiaux.
- ② La deuxième approche se focalise sur le fonctionnement des socio-écosystèmes dans lesquels cohabitent des hôtes (animaux

sauvages et domestiques, homme, qu'il soit éleveur et/ou consommateur) et des agents pathogènes. Les objectifs sont d'évaluer les risques pour la santé animale et la santé publique ainsi que de proposer des méthodes de gestion de ces risques (surveillance et contrôle) qui soient adaptées et optimisées pour les socio-écosystèmes considérés. En effet, le contrôle efficace des maladies animales nécessite de réagir rapidement face à une émergence épizootique. Relever ce défi est primordial dans les pays du Sud où les ressources (compétences spécifiques, financements, outils informatiques, etc.) sont limitées.

L'UPR travaille étroitement avec de nombreux partenaires — institutions de recherche et de développement — en France et au Sud (Afrique et Asie) et elle est impliquée dans plusieurs réseaux internationaux. ●●●

Accompagnement des acteurs du développement territorial

L'UMR « *Territoires, environnement, télédétection et information spatiale* » (UMR TETIS, AgroParisTech/Cirad/Irstea) produit des méthodes et connaissances pour mieux gérer l'information spatiale, afin de comprendre les dynamiques et les interactions « environnement-société » et accompagner les acteurs dans leur gestion durable des territoires.

Le fil directeur des travaux de l'UMR est l'élaboration et la transmission d'une information spatiale utile, utilisable et utilisée. L'unité est structurée en quatre équipes qui couvrent l'ensemble de la « chaîne de l'information spatiale » : acquisition de données spatialisées, notamment satellitaires, et leur traitement ; analyse et modélisation spatio-temporelle des systèmes agro-environnementaux et territoriaux ; gestion des systèmes d'information ; conditions de l'utilisation de l'information spatiale par les acteurs territoriaux.

C'est en particulier dans cette dernière équipe que sont réalisées des activités de recherche portant sur les agricultures familiales : analyse des effets du développement des entreprises d'*agrobusiness* agricoles ou minières sur les territoires et les exploitations familiales, usage de l'information spatiale dans l'accompagnement des agriculteurs familiaux.

Outre la production de connaissances et de méthodes sur la chaîne de l'information spatiale, les activités de l'UMR portent également sur la formation (formation initiale, formation par la recherche et formation continue) et sur le transfert, notamment par l'appui aux politiques publiques, le partenariat au Sud et l'expertise ou le partenariat avec des opérateurs privés.

L'UMR déploie ses activités dans divers domaines thématiques — agriculture, environnement, territoires, ressources, santé, risques naturels — liés au développement territorial et à la gestion agri-environnementale durable. Elle travaille en lien étroit avec les

gestionnaires et acteurs du territoire et développe des partenariats avec d'autres équipes thématiques.

Un volet transversal et fédérateur du projet d'UMR porte sur les « observatoires » — un type particulier de système d'information — appréhendés comme des « dispositifs sociotechniques d'information et de communication ». Ces dispositifs aval, mobilisant et intégrant des fonctionnalités complémentaires (acquisition et production de données ; analyse et synthèse ; gestion, mise en forme et diffusion), permettent aux membres de l'UMR de décliner la chaîne de l'information spatiale et de se retrouver sur des terrains communs.

L'UMR s'est également investie, à travers le projet « EQUIPEX GEOSUD* », dans une stratégie de mutualisation de l'information satellitaire entre la communauté scientifique et les acteurs de la gestion des territoires et des politiques publiques. ■

* <http://geosud.teledetection.fr/projet-equipex-geosud.html>

Capacités des agriculteurs familiaux à maîtriser les effets de la mondialisation en Amazonie orientale

En Amazonie orientale, dans le Baixo Tocantins situé dans l'État du Para, et en coopération avec l'université fédérale du Parà (UFPA) et l'IRD, l'UMR TETIS analyse l'impact des influences de la mondialisation (modèles, capitaux, infrastructures, informations, etc.) sur les sociétés locales et, en particulier, sur les agricultures familiales, dans une zone dite périphérique. Le projet PERIMARGE (projet ANR « Périphéries, marges : interpréter les relations aux centres dans la mondialisation »), coordonné par l'IRD, met en œuvre une analyse comparative sur six pays d'Amérique latine et d'Afrique. L'objectif est de comprendre les dynamiques socio-spatiales contemporaines, en particulier celles qui conditionnent l'évolution de l'agriculture familiale dans les zones « en marge du développement ». Le territoire analysé — la municipalité de Mocajuba — est en marge, du fait, d'abord, d'un certain enclavement, mais aussi de la construction d'un barrage en amont (barrage qui a rendu presque impossible la pêche artisanale) et de problèmes sanitaires qui ont mis fin à la culture de rente de la région, le poivre.

Un modèle a été élaboré pour caractériser les impacts des influences de la mondialisation sur les conditions et la nature des systèmes productifs, sur la distribution de la valeur (les revenus) et sur la gouvernance. Ce modèle articule la multiplication des centres et la diversification des flux, matériels et immatériels. Une analyse des trajectoires permettra d'évaluer les capacités des agriculteurs familiaux et des autres acteurs présents sur le territoire à maîtriser ces influences, traduisant par là une capacité différenciée d'activation des ressources existantes (notamment le cacao et l'hévéa naturel dont les qualités sont reconnues) et



▲ L'introduction du palmier à huile dans les exploitations familiales en Amazonie : un exemple de la mondialisation en agriculture.

d'organisation. Un certain degré d'autonomie vis-à-vis des centres est attendu.

Ce travail s'intègre dans un projet que l'UMR développe avec l'UFPA, projet qui a pour ambition de questionner le modèle de développement territorial en cours puis d'évaluer avec les acteurs du développement rural, surtout les agriculteurs familiaux, les voies d'évolution possibles à différents niveaux d'organisation.

Contacts : Marc Piraux, marc.piraux@cirad.fr & Jean-Philippe Tonneau, jean-philippe.tonneau@cirad.fr

Les normes et l'agriculture familiale

La demande pour des produits respectant des critères de production durable a conduit à un fort développement des standards volontaires portant sur de « bonnes pratiques » environnementales et sociales. L'agriculture familiale est-elle en capacité de bénéficier de ces dispositifs ?

Deux projets de recherche sur les standards volontaires internationaux dans lesquels l'UMR Moisa est impliquée — projet européen NTM impact (2009-2011) et projet ANR Prigoue (2011-2014) — montrent globalement la difficile inclusion des agriculteurs familiaux dans ces filières certifiées. Dans l'incapacité de s'adapter aux niveaux d'exigence en capital physique et humain requis, ils profitent peu de la labellisation. Ceci s'explique également par leur faible participation dans la définition de ces normes (ex. des tables rondes multi-acteurs pour le soja et pour l'huile de palme durable). L'hégémonie de ces normes et l'accès différencié à la signalisation de la qualité génèrent des iniquités entre producteurs (par exemple, exclusion des filières d'exportation certifiées *GlobalGap* des petits producteurs de mangues au Pérou, ou encore hétérogénéité des impacts entre producteurs de litchis certifiés *GlobalGap* à Madagascar).

La diffusion et l'adoption de ces normes privées par les petits producteurs relèvent souvent de l'assistance des organisations non gouvernementales (ONG), bailleurs de fond ou industriels eux-mêmes, révélant un problème de pérennisation de la certification pour l'agriculture familiale. Sont ainsi observées, par exemple, la perte de la certification de nombreux producteurs malgaches de litchis suite, notamment, au départ des bailleurs de fond, l'omniprésence des chocolatiers dans l'organisation de



▲ Multiplication des standards durables volontaires.

la certification *Rainforest Alliance* du cacao ivoirien ou encore la discontinuité dans la certification forestière *Forest Stewardship Council* des communautés en Amazonie suite à la mal-adaptation entre l'appui des ONG et celui des institutions publiques locales.

Finalement, c'est au travers de l'organisation collective que l'agriculture familiale devrait accéder aux bénéfices de la certification par l'adoption de standards plus appropriés aux réalités et aux pratiques locales (ex. du riz biologique au Laos), et en adoptant des modes de certification moins coûteux (ex. de la certification participative en Amérique latine).

Contact : Sylvaine Lemeilleur, sylvaine.lemeilleur@cirad.fr

Pour plus d'informations :

- Projet NTM impact : www.bioeconomy-alcue.org/egg
- Projet Prigoue : www.prigoue.cluster1.easy-hebergement.net

Renforcer les capacités des petits producteurs pour un meilleur accès aux marchés

© F. Lançon



▲ Marché de gros d'Alexandrie, Égypte.

L'accès des petits producteurs du Sud aux marchés agricoles est un des leviers stratégiques pour améliorer leurs conditions de vie et réduire la pauvreté rurale. Leur intégration durable dans les marchés repose sur la mise en œuvre d'arrangements institutionnels — contractualisation, ventes groupées, système d'information sur les prix — permettant de réduire les asymétries dont ils pâtissent, ainsi que sur la formulation de politiques publiques facilitant la mise en œuvre de ces arrangements institutionnels.

Le projet *Empowering Smallholder Farmers Into Market* (ESFIM), financé par le Fonds international de développement agricole sous l'impulsion du FIDA, a accompagné des organisations de producteurs dans 11 pays (Bénin, Kenya, Ouganda, Malawi, Madagascar, Pérou, Bolivie, Uruguay, Costa Rica, Inde et Philippines) dans leur plaidoyer auprès des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds pour améliorer l'accès aux marchés. Avec l'appui de chercheurs de trois institutions d'AGRINATURA (*Wageningen University & Research*

centre, Cirad — UMR Art-Dev — et *Natural Resources Institute*), les organisations de producteurs ont identifié des enjeux prioritaires puis ont supervisé la réalisation d'études par des experts locaux. Les résultats de ces études ont permis d'approfondir la réflexion de ces organisations sur la question de l'accès aux marchés et ont étayé leurs argumentaires afin de renforcer le poids de leurs revendications dans le débat public.

Contact : Frédéric Lançon, frederic.lancon@cirad.fr

Pour plus d'informations : www.esfim.org

Participation des agriculteurs familiaux au développement rural en Amérique latine

Des recherches menées par l'UMR ART-Dev dans le cadre du dispositif de recherche en partenariat « Politiques publiques et inégalités en Amérique latine » ont montré que la participation des agricultures familiales et de leurs organisations à la négociation ou à la mise en œuvre de politiques de développement rural est liée à la conjonction de quatre facteurs :

- L'émergence d'organisations nationales de producteurs familiaux et paysans dans des contextes de transition démocratique ; ce qui autorise la mise en place, dans les années 1990, et surtout 2000, de politiques ciblées sur l'agriculture familiale.
- Le retrait plus ou moins marqué de l'État, selon les pays, au niveau de l'assistance technique, de la formation, de la commercialisation, de la régulation des filières, du crédit, etc.
- La décentralisation et/ou territorialisation des politiques.
- Enfin, une volonté de transversalité des politiques (avec l'environnement, la santé, etc.).

Au Brésil, pays phare, cette participation est doublée d'un ciblage de dispositifs d'appui à la production mais dotés de peu de moyens.



© É. Sabourin

Il ressort des évaluations de la politique fédérale d'appui aux territoires ruraux, mise en place en 2004, que la participation a ouvert des fenêtres d'opportunité aux représentants des agriculteurs familiaux en matière d'apprentissage et d'inclusion aux politiques publiques. Mais en regardant de plus près, ce sont plus spécifiquement les notables locaux, représentants traditionnels des communautés agricoles, qui en ont profité.

Devenus « leaders transactionnels », ils se sont professionnalisés dans la négociation des projets de développement rural avec les techniciens et sont devenus des articulateurs de la mise en œuvre des politiques. Les agriculteurs restent dépendants du système expert technique et agronomique qui garde la main sur les projets. La territorialisation se heurte à la structure et aux procédures administratives et financières fédérales. La transversalité est contrecarrée par le corporativisme des ministères sectoriels au Brésil, mais aussi en Uruguay, par exemple.

Contacts : Éric Sabourin, eric.sabourin@cirad.fr & Gilles Massardier, gilles.massardier@cirad.fr

▲ *La participation en action...*

Vulnérabilité de l'agriculture familiale d'Afrique de l'Ouest vis-à-vis de la variabilité et du changement climatique

Le projet « Changements environnementaux et sociaux en Afrique : passé, présent et futur » (ANR-ESCAPE, 2011-2015) a pour but de caractériser la vulnérabilité de l'agriculture familiale d'Afrique de l'Ouest vis-à-vis de la variabilité et du changement climatique ainsi que du contexte économique, puis de proposer des solutions d'adaptation pour l'avenir. Dans ce projet, conduit avec des climatologues, des sociologues et des micro- et macro-économistes, les agronomes de l'UPR AïDA contribuent à la modélisation bioéconomique des exploitations pour identifier les marges de manœuvre techniques des producteurs en fonction de leur environnement biophysique et économique.

Le modèle permettra d'évaluer l'impact de scénarios de changement climatique sur les revenus, la sécurité alimentaire des familles, la production des exploitations et leurs principaux impacts environnementaux. Ces scénarios de changement climatique seront croisés avec des scénarios de changement économique :

évolution du rapport des prix entre produits et intrants et de leur variabilité interannuelle, développement ou non du crédit et de l'assurance contre les risques climatiques. L'effet de progrès dans l'accès des agriculteurs à l'information sur le climat et la météorologie sera aussi exploré. Le modèle bioéconomique et ses simulations seront aussi confrontés aux points de vue des agriculteurs eux-mêmes, comme moyen d'identifier de possibles stratégies d'adaptation non prises en compte dans le travail de modélisation.

Contact : François Affholder, affholder@cirad.fr

Pour plus d'informations : www.locean-ipsi.upmc.fr/~ESCAPE

© F. Affholder



▲ *Bétail pâturant les résidus de culture en saison sèche au Sahel, centre du bassin arachidier sénégalais.*